



Frédéric Fringhian

Le Musée arménien en danger de disparition

Depuis 2011, les collections du Musée arménien sont entreposées dans des caisses. Le point sur cette situation désastreuse avec son directeur.

Nouvelles d'Arménie Magazine : Pourquoi le Musée arménien n'a-t-il toujours pas ouvert ses portes ?

Frédéric Fringhian : Aujourd'hui, nous sommes en plein cauchemar, en danger de disparition devrais-je dire. Les déboires ont commencé lors du lancement des travaux de l'hôtel particulier d'Ennery appartenant à l'État, dont les deux salles du rez-de-chaussée nous ont été accordées par l'arrêté ministériel d'avril 1953. Un courrier en recommandé du directeur des Patrimoines, du ministère de la Culture donc, nous annonce en juillet 2011 que ces travaux vont nécessiter la mise en sécurité de nos collections et nous « certifie » notre réinstallation « à l'identique » à leur fin en mai 2012. Compréhensifs et en toute confiance, nous vidons vitrines et réserve et emballons en 400 cartons, tableaux, céramiques, orfèvrerie, costumes, etc. et partons vers l'entrepôt désigné par l'État porte de la Chapelle à Paris. À la même époque, nous avions une exposition au Scriptorial d'Avranches avec la BNF et les manuscrits du Mont St Michel. La fin d'Avranches correspondait à la fin des travaux à l'hôtel d'Ennery mais, à notre retour, nous trouvons nos salles encombrées de caisses, d'objets, de meubles, tous d'Extrême-Orient et nos vitrines occupées. Le premier étage est le lieu du « Musée d'Ennery », la collection d'objets asiatiques du donateur de l'hôtel particulier Monsieur d'Ennery. Le Musée Guimet, gestionnaire du site depuis des années, s'était approprié nos salles en notre absence, refusait de quitter les lieux et défiait l'engagement irrévocable du directeur des Patrimoines.

Nous nous trouvons donc « à la rue ». Un siècle après, les objets subissent à leur tour, la même exclusion que ceux qui les ont sauvés. Et le ministère de la Culture reste silencieux...

NAM : Quelles actions avez-vous entreprises ?

F.F. : Il nous a fallu reconquérir, lutter. Nous récupérons à peine notre salle des réserves fin 2012 où nous rapatrions le maximum de nos caisses les plus précieuses. Et la chance nous sourit ! Nous trouvons une aide inestimable et désintéressée en la personne d'une avocate qui veut rester anonyme et qui nous guide à l'assaut de la forteresse de l'administration à travers les douloureuses procédures afin de faire reconnaître nos droits. Le résultat, combiné à notre action médiatique à l'époque du Centenaire du Génocide, dont nous fumes privés et pour cause, autre forme de douleur, réussit à instituer une cessation des hostilités qui, pour mémoire, sont allées jusqu'au changement de la serrure, interdisant l'accès à nos salles et nous demandant d'assister, impuissants, à l'enlèvement de nos collections. Je ne pourrais nommer ici tous ceux qui se sont engagés aux côtés du musée durant cette campagne, révoltés par notre absence forcée du Centenaire, mais je parlerais des députés lors de la question orale à la ministre de la Culture à l'Assemblée nationale, des quotidiens nationaux, du reportage sur Canal +, de la digne tribune de Robert Guédiguian dans *Libération*, de mon fils, auteur du dossier de presse, des plus de 11 000 signatures de la pétition... La



2011. Les objets exposés dans l'hôtel d'Ennery.

D.R.



2012. Les objets sont à présent dans des cartons.

D.R.

ministre de la Culture en poste à l'époque nous a finalement écrit que le ministère prendrait en charge les frais de stockage du reste de la collection qui n'a pu réintégrer ses salles depuis 2011, et dans le même courrier elle proposait une exposition au MuCEM à Marseille.

NAM : Pourquoi cette exposition au MuCEM n'a-t-elle pas eu lieu ?

F.F. : Même si cette exposition prenait place en 2016 pour des questions de calendrier, l'annonce par la ministre en 2015 la rattachait au centenaire. J'étais enthousiaste. J'ai demandé à la Direction des Patrimoines un accès plus ouvert que les deux fois trois heures par semaine octroyées actuellement pour accéder aux collections. Il me fut répondu, oralement, que l'exposition à Marseille était assujettie à l'abandon total et définitif du site de d'Ennery et à l'entreposage de toute la collection dans le site de la « Belle de Mai », réserve du MuCEM à Marseille. Nous aurions ainsi toutes facilités d'accès pour préparer l'exposition. J'ai alors questionné la présidence du MuCEM afin de prévoir les possibilités d'exposition pérenne après l'exposition temporaire, il me fut répondu que, compte tenu de leur mission, l'Arménie ne serait exposée qu'à travers une dizaine d'objets. Encore une fois, le rôle mémoriel du patrimoine du MAF était ignoré. J'ai donc refusé l'exposition, ne voulant pas « lâcher la proie pour l'ombre », ne voulant pas dénaturer la vocation mémorielle de ce legs, poussant le reste au fond d'une réserve anonyme, abandonnant de même notre site de d'Ennery. Dans cette histoire, on m'a fait endosser le mauvais rôle, mais j'assume.

NAM : Où se trouve actuellement cette collection ?

F.F. : Une partie des collections est en cartons à l'hôtel d'Ennery et le reste est dans un entrepôt en banlieue parisienne mais il a sa vie devant lui pour autant qu'on lui en donne les moyens. Il est possible aussi que nous finissions définitivement en caisses au fond d'un container ou dans un hangar en rase campagne, sans même un khatchkar pour marquer l'emplace-

ment. Avec près de 1 200 objets illustrant la vie de nos ancêtres depuis l'époque d'Ourartou, il y a trois millénaires, jusqu'au XX^e siècle, période de sa création par mon père Nouhran Fringhian, nous avons matière à construire des thèmes d'expositions à l'infini. La République d'Arménie peut y trouver une fenêtre touristique, les jeunes y puiser leur identité, le public y voir une image trimillénaire à côté du génocide. Ce musée qui présente la culture d'un peuple qui a vu mourir il y a un siècle près d'un million et demi de ses membres est, depuis 1978, une fondation reconnue d'utilité publique donc pouvant recevoir et défiscaliser les dons d'objets, dont les collections sont inaliénables.

NAM : Comment voyez-vous l'avenir de cette collection ?

F.F. : Nous travaillons à la réécriture du site internet afin de le rendre visible sur iPhone et iPad. Il sera disponible à la rentrée (le site www.le-maf.com, vous en montre une partie). Le professeur Jean-Pierre Mahé, de l'Institut, a lancé en urgence le sauvetage du fonds manuscrit par le catalogage scientifique et la numérisation. Celle-ci est réalisée par le laboratoire de l'Institut de Recherche et d'Histoire des Textes (IRHT/CNRS) où je dépose personnellement les manuscrits. Le catalogue rédigé par le docteur en histoire de l'art Edda Vardanyan du Mate-nadaran, sortira vers la fin de l'année. Au moins, les scientifiques pourront travailler. Mais les collections commencent à souffrir de cette situation désastreuse. Dernièrement, des esprits éclairés de la communauté juive, émus du traitement infligé à cet héritage, se sont mobilisés. Mais nous-même en tant que descendants, avons le devoir de défendre ce legs, ne serait-ce que pour les futures générations. Encore faut-il le vouloir. J'ajoute qu'il ne s'agit pas du Musée arménien « en » France mais « de » France. La France se doit de considérer cette collection dans son intégrité, elle doit l'accompagner dans son destin. ■

*Propos recueillis par
Elisabeth Baudourian*